



Board Characteristics, Audit Committee Attributes and Bank ESG Reporting: an International Study

Aya Hedfi and Mouna Guedrib

EasyChair preprints are intended for rapid dissemination of research results and are integrated with the rest of EasyChair.

May 31, 2022

Caractéristiques du conseil d'administration, attributs du comité d'audit et reporting ESG des banques : Une étude internationale

Hedfi Aya

Ayahedfi20@gmail.com

Université de Sfax, Faculté des sciences économiques et de gestion Sfax

Geudrib Mouna

mouna.guedhrib@fsegs.usf.tn

Université de Sfax, Faculté des sciences économiques et de gestion Sfax

Résumé

Objectif - Ce papier vise à examiner l'impact des caractéristiques du conseil d'administration et des attributs du comité d'audit sur le reporting ESG des banques.

Conception/méthodologie/approche – Afin de tester les hypothèses de l'étude, nous avons collecté les données nécessaires de la base de données Thomson Reuters (ASSET4) pour un échantillon de 71 banques appartenant à 15 pays pour la période 2010 - 2020. Nous avons testé les hypothèses à l'aide d'une régression linéaire multiple sur des données de panel (méthode des moindres carrés généralisés).

Résultats – Les résultats empiriques obtenus montrent que l'indépendance et la fréquence des réunions du conseil d'administration ainsi que l'indépendance et l'expertise financière du comité d'audit semblent avoir un effet positif et significatif sur le reporting ESG des banques. Toutefois, la diversité du conseil d'administration n'a pas d'effet significatif sur ce reporting.

Les implications pratiques – Les résultats de cette étude ont des implications importantes pour le secteur bancaire. Cette étude affirme l'importance du rôle joué par le conseil d'administration et le comité d'audit dans l'amélioration du niveau de reporting non financier au niveau des banques. Spécifiquement, cette étude met l'accent sur les attributs de ces deux mécanismes susceptibles d'améliorer un tel reporting.

Originalité/valeur –Ce papier apporte une contribution face à la rareté des études liant les caractéristiques du conseil d'administration, les attributs du comité d'audit et le reporting ESG au niveau des banques.

Mots clés –reporting ESG, conseil d'administration, comité d'audit, secteur bancaire.

Abstract :

Objective - This paper aims to examine the impact of the characteristics of the board of directors and the attributes of the audit committee on the ESG reporting of banks.

Design/methodology/approach – In order to test the hypotheses of the study, we collected the necessary data from the Thomson Reuters database (ASSET4) for a sample of 71 banks belonging to 15 countries for the period 2010 - 2020. We tested the hypotheses using multiple linear regression on panel data (generalized least squares method).

Results – The empirical results obtained show that the independence and frequency of board meetings as well as the independence and financial expertise of the audit committee seem to have a positive and significant effect on the ESG reporting of banks. However, the diversity of the board of directors does not have a significant effect on this reporting.

Practical implications – The results of this study have important implications for the banking sector. This study affirms the importance of the role played by the board of directors and the audit committee in improving the level of non-financial reporting at the bank level. Specifically, this study emphasizes the attributes of these two mechanisms that can improve such reporting.

Originality/value – This paper contributes to the scarcity of studies linking the characteristics of the board of directors, the attributes of the audit committee and ESG reporting at the bank level.

Keywords –ESG reporting, board of directors, audit committee, banking sector.

1.Introduction

Le reporting ESG représente un moyen de communiquer à la communauté que l'organisation n'oriente pas ses activités vers la poursuite du profit pur au détriment du respect de ses obligations envers ses employés, leurs clients, l'environnement et la société dans son ensemble.

En effet, compte tenu des faiblesses du reporting financier qui se concentre principalement sur les données financières et néglige les données non financières, les investissements dans le reporting

intégré sont de plus en plus considérés comme un élément stratégique pour la croissance, la rentabilité et la compétitivité d'une entreprise (Akisik & Gal, 2017 ; Tomo & Landi, 2017). Au cours des dernières décennies, les exigences de transparence et de responsabilité des entreprises en matière de rapports environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) ont considérablement augmenté, les entreprises ont déployé des efforts d'amélioration interne en adoptant des politiques durables et socialement responsables. Le concept de reporting environnemental, social et de gouvernance (ESG) a été exprimé en plusieurs termes interchangeables, notamment le reporting extra-financier, le rapport de développement durable (RSE) ; divulgation de la responsabilité sociale des entreprises (CSR); rapport économique, de gouvernance, social, éthique et environnemental (EGSEE) (Hahn & Kuhnen 2013; Rezaee 2016).

Depuis l'introduction du Global Reporting Initiative (GRI), le reporting développement durable devient une ligne de recherche sérieuse axée sur les informations non financières. Les rapports de développement durable communiquent les performances économiques, environnementales, sociales et de gouvernance d'une entreprise, reflétant les impacts positifs et négatifs sur la performance de l'entreprise (Sharma & Kelly, 2014). Wilburn & Wilburn (2013) ont déclaré que les indicateurs de performance de durabilité (environnementaux, sociaux et de gouvernance) peuvent aider une entreprise à créer des stratégies de durabilité et aider les parties prenantes à évaluer la performance de durabilité d'une entreprise (Leung & Gray, 2016 ; Rao & Tilt, 2016).

Les lignes directrices de la GRI pour les rapports sur le développement durable définissent le rapport sur le développement durable comme « un processus qui aide les organisations à fixer des objectifs, à mesurer les performances et à gérer le changement vers une économie mondiale durable - un processus qui combine la rentabilité à long terme avec la responsabilité sociale et la protection de l'environnement » (Global Reporting Initiative, 2013, p.85).

Les pratiques de reporting ESG indiquent un engagement effectif de l'entreprise en matière de responsabilité environnementale et constituent un mécanisme important pour protéger les intérêts des parties prenantes (Helfaya & Moussa, 2017). En ce sens, la divulgation d'informations sur les enjeux ESG est devenue cruciale pour les parties prenantes dans leurs décisions (Arayssi et al., 2016 ; Eccles, Serafeim, & Krzus, 2011). De plus, les informations ESG sont devenues extrêmement importantes ces dernières années, et les entreprises ont subi des pressions pour diffuser des informations plus utiles sur les activités ESG. Les recherches menées jusque-là se sont concentrées sur les déterminants de la divulgation des informations sociétales, environnementales et d'une manière générale, des informations non financières (Amran et al. 2014 ; Appuhami & Tashakor, 2017 ; Arif et al. 2020 ;Dwekat et al. 2020,Chouaibi et al. 2021 ;Erin & Adegbeye, 2021 et Vitolla et al. 2019) et ces études ont été, dans la plupart des cas, menées sur des échantillons d'entreprises non financières. L'étude des déterminants du reporting ESG au niveau du secteur financier s'avère aussi fondamentale.

Plus spécifiquement, les banques sont de tailles importantes et disposent d'un système de gouvernance plus développé et plus sophistiqué ce qui permettra éventuellement d'influencer positivement leur niveau de reporting ESG. Dans ce cadre, peu de recherches ont été menées sur les déterminants du reporting non financier au niveau des banques (Buallay & AIDhaen, 2018 ;Buallay & Al-Ajmi, 2018...). La présente étude vise à combler cette lacune en analysant l'effet des caractéristiques du conseil d'administration et du comité d'audit sur le reporting ESG des banques. En effet, les administrateurs ont un rôle important dans les choix de communication des entreprises avec les parties prenantes. Dans le contexte des déterminants, certaines caractéristiques du conseil et du comité d'audit, telles que l'indépendance, le niveau d'activité, la diversité et l'expertise pourraient augmenter le niveau de contrôle sur le travail des dirigeants, améliorant ainsi la qualité de l'information fournie. Plus spécifiquement, on devrait s'attendre à ce qu'un comité d'audit efficace doté de caractéristiques de gouvernance favorise une meilleure communication d'informations financières et non financières. L'analyse de la littérature montre qu'il y a un manque d'études directes qui examinent l'impact du conseil d'administration sur le reporting ESG dans le secteur bancaire. D'autres études ont déclaré que les attributs du comité d'audit sont essentiels pour parvenir à une meilleure qualité des rapports de durabilité des banques (Buallay & AIDhaen, 2018 ;Buallay & Al-Ajmi, 2018). A cause du manque des recherches dans ce cadre, il est opportun de s'intéresser à l'étude de l'effet des attributs du comité d'audit sur le reporting ESG dans le secteur bancaire.

Le reste de cet article est structuré comme suit. La section 2 présente le contexte théorique, analyse la littérature et présente les hypothèses sur la relation entre les caractéristiques du conseil d'administration, les attributs du comité d'audit et le reporting ESG. La section 3 présente l'échantillon, les données et la méthodologie. Les discussions de nos résultats et leurs implications sont données dans la section 4. La dernière section conclut l'étude et fournit les implications de nos résultats et les recommandations pour les recherches futures.

2. Revue de la littérature et développement des hypothèses

2.1 Cadre théorique

Ce travail de recherche se base sur trois théories pour expliquer l'effet des attributs du conseil d'administration et du comité d'audit sur le reporting ESG.

D'abord, selon la théorie de l'agence, le conseil d'administration représente un mécanisme de contrôle utile pour aligner les intérêts des dirigeants et des actionnaires à la fois par rapport à l'information financière et non financière (Jensen & Meckling, 1976 ; Vitolla et al. 2020). En d'autres termes, pour limiter les problèmes des agences, les dirigeants d'entreprise sont influencés par les caractéristiques des conseils d'administration incités à renforcer les pratiques de divulgation. Le comité d'audit

représente aussi un organe de contrôle qui poursuit l'objectif de garantir la véracité de la divulgation, contribuant ainsi à la réduction de l'asymétrie d'information (Beasley et al. 2009). De même, Belghitar & Clark (2015) montrent que les mécanismes de gouvernance, tel que l'indépendance du conseil d'administration, joue un rôle efficace pour atténuer les problèmes d'agence dans les organisations.

Ensuite, la théorie des parties prenantes de Freeman (1984) affirme que les entreprises ont une responsabilité sociale qui les oblige à prendre en compte les intérêts de toutes les parties concernées par leurs actions. Cette perspective est formée par l'affirmation de la théorie des parties prenantes selon laquelle l'entreprise a la responsabilité d'opérer dans l'intérêt de toutes ses parties prenantes (par exemple, les actionnaires, les employés, les clients, les fournisseurs et les communautés au sens large). Les entreprises doivent être capables de gérer les intérêts conflictuels entre les différentes parties prenantes. Les mécanismes de gouvernance doivent s'assurer que le dirigeant agit en faveur des attentes des diverses parties prenantes. Les pratiques de reporting ESG indiquent un engagement efficace de l'entreprise envers la responsabilité environnementale et constituent un mécanisme important pour protéger les intérêts des parties prenantes (Helfaya & Moussa, 2017). Dans ce sens, la divulgation d'informations sur les enjeux ESG est devenue cruciale pour les parties prenantes dans leurs décisions (Arayssi et al., 2016).

Par ailleurs, la théorie de la légitimité postule que les entreprises sont liées par l'environnement social dans lequel elles opèrent en entreprenant une variété d'actions socialement désirables, maintenant ainsi leur durabilité. Au sens propre, la théorie de la légitimité repose sur le concept de « contrat social » qui lie l'organisation au contexte social dans lequel elle opère. Suchman (1995) considère la légitimité comme les hypothèses et la perception généralisée qui décrivent l'action d'une entité au sein d'un système social construit de valeurs, de normes et de croyances. Plusieurs publications ont montré que les entreprises tentent la plupart du temps d'acquiescer et de maintenir leur légitimité en rapportant les informations sociales et environnementales d'une entreprise (Kilian & Hennigs, 2014 ; Patten & Zhao, 2014). Compte tenu de l'importance du reporting ESG pour le développement durable et le succès d'une organisation, divers groupes de parties prenantes ont exigé davantage d'informations ESG. Par conséquent, la théorie de la légitimité est utilisée comme un mécanisme qui aide les organisations à mettre en œuvre, à développer et à communiquer volontairement des informations ESG pour qu'elles convainquent leurs communautés qu'elles sont socialement responsables.

Ainsi, les trois théories mobilisées dans le cadre de cette étude mettent l'accent sur le rôle que peuvent jouer les mécanismes de gouvernance dans l'amélioration de la transparence non financière des entreprises.

2.2.Développement des hypothèses

2.2.1 Indépendance du conseil d'administration et reporting ESG : Le conseil d'administration est au cœur du système de gouvernance d'entreprise (Cormier et al., 2016 ; Uwuigbe, 2011). En se basant sur la théorie d'agence, l'indépendance des administrateurs est l'une des notions les plus importantes dans le domaine du gouvernement d'entreprise. En effet, les administrateurs indépendants permettent de limiter l'opportunisme des dirigeants et de mieux protéger les intérêts de toutes les parties prenantes. Les études examinant l'impact de l'indépendance du conseil sur le reporting ESG affichent des résultats mitigés. En effet, plusieurs études démontrent une relation négative entre l'indépendance du conseil d'administration et le reporting ESG. En revanche, d'autres recherches trouvent un impact positif de l'indépendance du conseil d'administration sur le reporting ESG.

Des résultats positifs sont trouvés par Jizi et al. (2014), et Kilic et al. (2015) dans le secteur bancaire concernant la divulgation RSE. En utilisant un échantillon de 107 grandes banques commerciales nationales cotées aux États-Unis pour la période 2009-2011, Jizi et al. (2014) trouvent des preuves que l'indépendance du conseil est positivement liée à la divulgation de la RSE. Kilic et al. (2015) trouvent, pour les banques turques, que le pourcentage des membres indépendants au conseil d'administration influence positivement et significativement le niveau de reporting RSE. Ce résultat est en accord avec de nombreuses études antérieures (Htay et al. 2012 ; Rao et al. 2012). Jahid et al. (2020), en examinant 30 banques cotées en bourse au Bangladesh sur six ans, de 2013 à 2018, indiquent que les membres indépendants du conseil d'administration ont une influence positive sur la divulgation de la responsabilité sociale des entreprises.

Plus spécifiquement, Des chercheurs tels que Cucari et al. (2017); (Ferrero-Ferrero et al. (2016) et Harjoto et al. (2015) confirment que les administrateurs indépendants ont une relation positive avec la divulgation de la durabilité . Néanmoins, Lim et al. (2007) ont trouvé une relation négative entre l'indépendance du conseil d'administration et les divulgations sur la durabilité. Plus récemment, Gurol & Lagasio (2022) montrent que l'indépendance du conseil d'administration a un impact positif et significatif sur le reporting ESG pour un échantillon de 35 banques européennes cotées à l'EUROSTOXX 600.

Sur la base de ce qui a été avancé, nous pouvons stipuler que l'indépendance du conseil d'administration des entreprises peut influencer positivement et significativement le reporting ESG dans le secteur bancaire et, par conséquent, nous émettons l'hypothèse suivante:

H1. Il existe une relation positive entre l'indépendance du conseil d'administration et le reporting ESG des banques.

2.2.2 La diversité des membres du conseil d'administration et reporting ESG : La diversité des genres est un autre aspect de la gouvernance d'entreprise qui est souvent considéré comme ayant un impact positif sur la qualité de la prise de décision stratégique. Plusieurs recherches se sont concentrées sur les caractéristiques individuelles (Terjesen et al., 2009 ; Grosvold et al., 2015 ; Tamimi & Sebastianelli, 2017), mais peu ont établi l'importance de la représentation des femmes dans les conseils d'administration. Par conséquent, la diversité du conseil d'administration est devenue ces dernières années un sujet qui a reçu de plus en plus d'attention et est devenue l'un des sujets les plus importants dans la recherche actuelle sur la gouvernance d'entreprise.

Fondées sur la théorie de la légitimité, certaines études antérieures développent un cadre sur la diversité des genres au sein des conseils d'administration. Les résultats empiriques indiquent que la diversité du conseil d'administration a également été associée à des impacts cognitifs positifs tels que la créativité et l'innovation (Miller & del Carmen Triana, 2009). Par conséquent, la diversité du conseil produit un avantage concurrentiel pour l'entreprise.

A cet égard, Triinu Tapver, (2019) a indiqué que la présence de femmes dans les conseils d'administration augmente le reporting RSE des banques. Selon Birindelli et al. (2018), il existe une relation entre la divulgation ESG et les femmes dans les conseils d'administration pour 108 banques en Europe et aux États-Unis entre 2011 et 2016. D'autre part, certaines études soutiennent l'idée qu'il n'y a pas de différence entre les sexes dans les attitudes envers les questions de responsabilité sociale des entreprises (RSE) (Giannarakis, 2014). Ainsi, Matuszak et al. (2019) ont étudié les banques commerciales, qui ont opéré pendant les années 2008-2015 en Pologne. Les résultats ont montré que les membres féminins du conseil d'administration n'ont pas d'impact sur la divulgation de la responsabilité sociale des entreprises. Jahid et al. (2020) ont trouvé que la présence des femmes au sein du conseil d'administration a un impact positif sur la divulgation de la responsabilité sociale des entreprises. Aussi, Buallay et al. 2020 démontrent que la présence des femmes dans le conseil d'administration des banques affecte positivement le reporting ESG.

Sur la base de ces travaux , nous pouvons soutenir l'idée que la diversité du conseil influence positivement le reporting ESG, et il est donc possible de formuler cette hypothèse.

H2. Il existe une relation positive entre la diversité des membres du conseil d'administration et le reporting ESG des banques.

2.2.3 La fréquence des réunions du conseil d'administration et reporting ESG : les réunions du conseil d'administration, et leur fréquence, représentent un aspect important auquel la théorie de la dépendance des ressources fait référence comme étant lié à la gouvernance d'entreprise ainsi qu'à sa performance. La théorie postule que les réunions du conseil d'administration facilitent l'évaluation et la

mise en œuvre régulière du conseil d'administration de l'entreprise, au sein desquelles les problèmes rencontrés par les employés sont résolus (Pearce & Zahra, 1992).

Jizi et al. (2014) ont montré que la fréquence des réunions du conseil d'administration affecte positivement la divulgation de responsabilité sociale des entreprises des banques cotées aux États-Unis pour la période 2009-2011. Plus récemment, Ridwan & Mayapada (2020) ont montré que la réunion du conseil d'administration a un impact positif sur la divulgation de responsabilité sociale des entreprises des banques en Indonésie au cours de la période 2011-2018..

Sur la base de ce qui a été avancé, nous constatons que la fréquence des réunions du conseil d'administration des banques influence positivement et significativement le reporting ESG et, par conséquent, nous faisons l'hypothèse que :

H3. Il existe une relation positive entre la fréquence des réunions du conseil d'administration et le reporting ESG des banques.

2.2.4 L'indépendance du comité d'audit et reporting ESG :L'indépendance du comité d'audit est l'une des principales caractéristiques susceptibles d'influencer sa capacité de supervision et de contrôle (Abbott et al. 2000 ; Bronson et al. 2009). Xie et al. (2003) ont déclaré qu'un comité d'audit plus indépendant est censé assurer une meilleure gouvernance par rapport à un comité d'audit moins indépendant. En ce qui concerne les processus de divulgation, la théorie de l'agence considère les comités d'audit avec des niveaux élevés d'indépendance comme capables de détecter et de réduire les pratiques frauduleuses dans la collecte et la représentation des informations (Abbott et al. 2000 ; Bedard et al. 2004; Bronson et al. 2009). Ainsi, Li et al. (2012) ont souligné que l'indépendance du comité d'audit améliore la crédibilité et la qualité de l'information financière et non financière des entreprises.

Arif et al. (2020) confirment les preuves empiriques existantes selon lesquels l'indépendance du comité d'audit améliore les divulgations ESG (Appuhami & Tashakor, 2017 ; Buallay & Al-Ajmi, 2019 ;Garas & ElMassah, 2018). En effet, l'indépendance du comité d'audit au sein d'une organisation pourrait servir de système de contrôle de gestion efficace pour améliorer la qualité du reporting ESG. Ainsi, l'étude de Buallay & Al-Ajmi, (2019) analyse l'impact des attributs des comités d'audit sur les rapports sur la durabilité des banques du Conseil de coopération du Golfe (CCG), pour un échantillon de 59 banques de 2013 à 2017. Le rapport sur le développement durable est mesuré à l'aide d'un indice composite de trois indicateurs de divulgation (divulgation environnementale, divulgation sociale d'entreprise et divulgation de gouvernance d'entreprise), le score de divulgation ESG de Bloomberg est utilisé comme mesure de l'ESG reporting. Ces auteurs indiquent que les membres indépendants du comité d'audit ont une influence positive sur les divulgations de durabilité.

Par conséquent, l'indépendance du comité d'audit affecte le niveau de divulgation ESG des banques cotées au CCG.. En plus, les recherches de Buallay et AIDhaen, (2018) ont trouvé que l'indépendance des membres du comité d'audit a un impact significatif et positif sur le niveau de divulgation dans le rapport de développement durable qui est mesurée à l'aide d'un indice composite de trois indicateurs de divulgation (divulgation environnementale, divulgation sociale d'entreprise et divulgation de gouvernance d'entreprise).

Les études antérieures menées dans le secteur bancaire et examinant l'impact de l'indépendance du comité d'audit sur la qualité de l'information non financière confirment l'existence d'un effet positif et significatif. S'appuyant sur ces résultats, nous pouvons émettre l'hypothèse suivante :

H4. Il existe une relation positive entre l'indépendance du comité d'audit et le reporting ESG des banques.

2.2.5 L'expertise financière du comité d'audit et reporting ESG : La littérature existante a mis en évidence que les compétences du comité d'audit et l'expertise de ses membres individuels augmentent son efficacité (Velte, 2018). La nécessité d'inclure des membres ayant une expertise financière au sein du comité d'audit est soulignée dans un certain nombre de pays, telles que le UK Corporate Governance Code, qui a recommandé l'inclusion de membres ayant une bonne connaissance du concours financier d'entreprise et au moins un membre ayant une formation et une expérience financières (Li et al., 2012).

L'expertise financière est considérée comme cruciale pour les membres du comité d'audit (Abernathy et al. 2015; Hamid et al. 2015). Un certain nombre d'études ont montré que l'efficacité du comité d'audit est déterminée par les connaissances et l'expertise financière de ses membres (Abernathy et al. 2013 ; Albring et al. 2014). Par ailleurs, Buallay & Al-Ajmi, (2019) ont constaté que l'expertise financière des membres du comité d'audit a une relation négative significative avec la divulgation de la durabilité des banques du Conseil de coopération du Golfe (59 banques de 2013 à 2017). Ceci est contraire aux attentes antérieures selon lesquelles l'expertise financière aurait un impact positif significatif sur la divulgation ESG par les banques du CCG. Ce résultat surprenant contraste avec ceux rapportés par de nombreuses études, telles que Mangena & Pike (2005) ; Manganat & Tauringana (2007). Cependant, le résultat de cette étude est similaire à ceux de Li et al. (2012), qui ont trouvé une relation négative entre l'expertise financière et la divulgation volontaire d'informations par les entreprises britanniques.

Aussi, l'étude de Buallay & AIDhaen (2018) a montré que l'expertise financière des membres du comité d'audit a un impact négatif et significatif sur le niveau de divulgation des rapports de

développement durable. Par conséquent, le comité d'audit permet d'améliorer les informations sur le niveau du reporting sur la durabilité pour les banques

Sur la base de ce qui a été avancé, nous plaidons en faveur de l'effet positif que pourrait avoir l'expertise financière des membres du comité d'audit sur le reporting ESG, et, par conséquent, la dernière hypothèse sera formulé comme suit :

H5. Il existe une relation positive entre l'expertise financière du comité d'audit et le reporting ESG des banques.

3. Méthodologie de recherche et échantillon

3.1 Population étudiée, échantillon et sources de données

L'étude porte sur un échantillon de banques faisant partie de l'indice ESG provenant de quinze pays (France, Allemagne, Canada, Australie, Autriche, Russie, Suède , Singapore, Chine, Norvège, Pologne, Afrique de sud, Hong Kong, Irlande, Portugal) pour la période 2010-2020. Ainsi, notre échantillon initial est composé de 2582 banques observées entre 2010 et 2020. Nous avons exclu 2511 banques, du fait qu'elles ne respectent pas le processus d'échantillonnage (ces banques ont des données manquantes). En conséquence, l'échantillon final retenu comprend 71 banques totalisant 781 observations sur une période d'étude de 11 ans allant de 2010 jusqu'à l'année 2020.

Pour tester nos hypothèses, nous avons recueilli les données concernant la variable dépendante, les variables indépendantes et les variables de contrôle à partir de la base des données Thomson Reuter (Data Stream). Les données sur la croissance économique des pays sont obtenues à partir des indicateurs de développement dans le monde de la Banque mondiale (World Bank).

Le panel B de ce tableau présente la distribution de notre échantillon en fonction des pays. En effet, on remarque que le nombre des banques chinoises est le plus important, du fait, que nous avons 12 banques par rapport à un nombre total de 71. D'autre part, le nombre des banques Canadiennes est de 8, ce qui représente 16,90% de l'échantillon total. En ce qui concerne Hong Kong, le nombre des banques est 7. L'Afrique du sud et l'Australie sont représentées par 6 banques pour chaque pays. On remarque aussi que 5 banques de cet échantillon font partie de la Suède. À partir de ce tableau, les pays occidentaux européens (France et Allemagne) sont représentés par 4 banques. En plus, le nombre des banques des pays suivants : l'Autriche, La Russie, Singapore, Bologne et Irlande est de 3, ce qui représente 4,22% de l'échantillon total. Le Norvège et le Portugal sont également représentés par 2 banques pour chaque pays.

Tableau1 : La procédure de sélection de l'échantillon et sa répartition par pays

Panel A : La procédure de sélection de l'échantillon		
Eléments	Nombre	Observations
Echantillon initial	2582	28402
Déduction Des banques dont les données sont manquantes	2511	27621
Echantillon final retenu	71	781
Panel B : Répartition de l'échantillon par pays		
Pays	Nombre des banques	Pourcentage
Chine	12	16,90%
Canada	8	11,26%
Hong Kong	7	9,85%
Australie	6	8,45%
Afrique du Sud	6	8,45%
Suède	5	7,04%
France	4	5,63 %
Allemagne	4	5,63 %
Autriche	3	4 ,22%
Russie	3	4,22%
Singapore	3	4,22%
Pologne	3	4,22%
Irlande	3	4,22%
Norvège	2	2,81%
Portugal	2	2,81%
Total	71	100%

Note : Le panel A décrit la sélection de l'échantillon, le panel B fournit la répartition de l'échantillon complet par pays

3.2 Mesure des variables

3.2.1 La variable dépendante : ESG reporting

La variable dépendante est ESG reporting sera mesurée par l'item ASSET4 Data Stream 'ESG Reporting'. ESG Reporting est définie dans la base de données ASSET4 de Thomson Reuters comme le pourcentage des activités de l'entreprise couvert dans son reporting environnemental et social. Ce score prend des valeurs comprises entre 0 et 100. Si le reporting extra-financier couvre l'ensemble des activités globales de l'entreprise, alors le score est de 100 %.

3.2.2 Les variables indépendantes :

B_IND : est définie dans la base de données ASSET4 de Thomson Reuters comme étant le pourcentage d'administrateurs indépendants tel que rapporté par la société. Cette mesure a été utilisée dans plusieurs études telles que :Jizi et al.(2013).

B_DIV : On va adopter la mesure développée par la base de données ASSET 4 qui est définie comme : le pourcentage des femmes dans le conseil (Birindelli et al. 2018 ;Cucari et al. 2018 ;Triinu Tapver, 2019).

B_MEET : est définie par la base de données ASSET 4 comme étant: le nombre des réunions du conseil durant une année. Dans notre étude, On va adopter la mesure développée par la base de données ASSET 4 et utilisé par plusieurs études tels que : Birindelli et al.(2018) et Al-Matari(2019).

AC_IND : est définie dans la base de données ASSET4 de Thomson Reuters comme le pourcentage d'administrateurs indépendants au sein du comité d'audit tel que stipulé par la banque. Cette même mesure a été adoptée par Buallay et Al-Ajmi (2019) ; Erin et Adegboye (2021) et Majiyebo et al. (2018) .

AC_FE : Variable dichotomique prend la valeur 1 si la banque dispose d'un comité d'audit composé d'au moins trois membres et d'au moins un expert financier au sens de la loi Sarbanes-Oxley si non 0.On va adopter la mesure développée par la base de données ASSET 4(Abernathy et al. 2015; Hamid et al. 2015 ; Haji & Anifowose, 2016 et Hayes, 2014).

3.2.3 Variables de contrôle

Les caractéristiques du conseil d'administration et les attributs du comité d'audit ne sont pas les seuls facteurs qui influencent l'ESG reporting. Nous contrôlons d'autres déterminants de l'ESG reporting qui ont été documentés dans des études antérieures. Ainsi, nous retenons comme variables de contrôle : la

taille de la banque(B_SZ), le taux d'endettement (LEV), la rentabilité économique des actifs (ROA), la croissance économique (LN_PIB) et le système légal (LEG_SYST).

B_SZ : nous allons adopter la même mesure que celle de Buallay et AlDhaen, (2018) ;Buallay et Al-Ajmi, (2019) et Baiden, (2020). Dans cette étude, la taille est mesurée par le logarithme népérien du total des actifs à la fin de l'exercice. Un certain nombre d'études ont présenté des preuves que la taille de la banque impacte significativement l'ESG reporting.

ROA : est le rapport entre le résultat net et l'actif total, développé par la base de données Thomson Reuters ASSET4. Les banques les plus rentables disposent de plus de ressources financières pour l'amélioration de la qualité des rapports de développement durable (Michelon et al. 2015).

LEV : est mesurée par le rapport entre le total des dettes et le total des actifs, développé par la base de données Thomson Reuters ASSET4. Les banques ayant un effet de levier plus élevé sont susceptibles d'informer pleinement leurs bailleurs de fonds de leurs performances opérationnelles, y compris la qualité des rapports sur les performances en matière de développement durable (Li et al.2019).

LN_PIB : est généralement mesurée par l'utilisation d'indicateurs économiques dont le plus courant est le produit intérieur brut (PIB).Dans le cadre de notre analyse le taux de croissance annuel du PIB par habitant est obtenu à partir des indicateurs de développement dans le monde de la Banque mondiale (World Bank).

LEG_SYST: C'est un variable binaire prend la valeur 1 si l'entreprise appartient au système juridique anglo-saxon si non 0.

Tableau 2 : description des variables

Variabiles	Nom de code	Mesure	Source
Reporting ESG	ESG_R	Le pourcentage des activités couvertes de l'entreprise couvert dans son reporting environnemental et social.	ASSET4 base des données de Thomson Reuters
Indépendance du conseil d'administration	B_IND	Le pourcentage d'administrateurs indépendants du conseil.	ASSET4 base des données de Thomson Reuters
Diversité du conseil d'administration	B_DIV	Le pourcentage des femmes au sein du conseil.	ASSET4 base des données de Thomson Reuters
Fréquence des réunions du conseil d'administration	B_MEET	Le nombre des réunions du conseil durant une année.	ASSET4 base des données de Thomson Reuters
Indépendance du comité d'audit	AC_IND	Le pourcentage d'administrateurs indépendants au sein du comité d'audit.	ASSET4 base des données de Thomson Reuters
Expertise financière du comité d'audit	AC_FE	Variable dichotomique prend la valeur 1 si la banque dispose d'un comité d'audit composé d'au moins trois membres et d'au moins un expert financier au sens de la loi Sarbanes-Oxley si non 0.	ASSET4 base des données de Thomson Reuters
Taille de la banque	B_SZ	Le logarithme naturel de total actifs.	ASSET4 base des données de Thomson Reuters
Endettement	LEV	C'est le rapport entre le total des dettes et le total des actifs.	Ikram et al.(2018)
Rentabilité économique des	ROA	le ratio : du résultat net divisé par le total actif.	ASSET4 base des données de Thomson

actifs			Reuters
Croissance économique	LN_PIB	La croissance du PIB par habitant.	des indicateurs de développement dans le monde de la Banque mondiale (World Bank).
Système legal	LEG_SYS T	Variable binaire qui prend la valeur 1 si l'entreprise appartient au système juridique anglo-saxon, et 0 sinon.	ASSET4 base des données de Thomson Reuters

Note : Ce tableau rapporte les définitions des variables utilisées dans notre étude.

3.3 Modèle de régression

Pour tester les cinq hypothèses décrites à la section 2, nous estimons un modèle de régression de panel dans lequel l'ESG reporting est utilisée comme variable dépendante. En conséquence, notre modèle de recherche appliquée s'avère être comme suit :

$$\begin{aligned}
 ESG_R_{i,t} = & \beta_0 + \beta_1 B_IND_{i,t} + \beta_2 B_DIV_{i,t} + \beta_3 B_MEET_{i,t} \\
 & + \beta_4 AC_IND_{i,t} + \beta_5 AC_FE_{i,t} + \beta_6 ROA_{i,t} + \beta_7 LEV_{i,t} + \beta_8 B_SZ_{i,t} \\
 & + \beta_9 LN_PIB_{i,t} + \beta_{10} LEG_SYST_{i,t} + \varepsilon_{i,t}
 \end{aligned}$$

Où :

ESG_R : ESG reporting ; B_IND: indépendance du conseil d'administration; B_DIV: diversité du conseil d'administration; B_MEET: fréquence des réunions du conseil d'administration; AC_IND : indépendance du comité d'audit ; AC_FE : expertise financière du comité d'audit ; ROA : rentabilité économique des actifs ; LEV : endettement ; B_SZ: taille de la banque ; LN_PIB : croissance économique ; LEG_SYST : système légal.

3.4 Modèle conceptuel

Sur la base de la construction du modèle conceptuel ci-dessus, des hypothèses et un modèle de recherche ont été développés consistant en cinq variables explicatives (indépendance du conseil, diversité du conseil, fréquence des réunions du conseil, indépendance du comité d'audit et expertise financière du comité d'audit) et leur effet sur l'ESG reporting, comme le montre la figure 1.

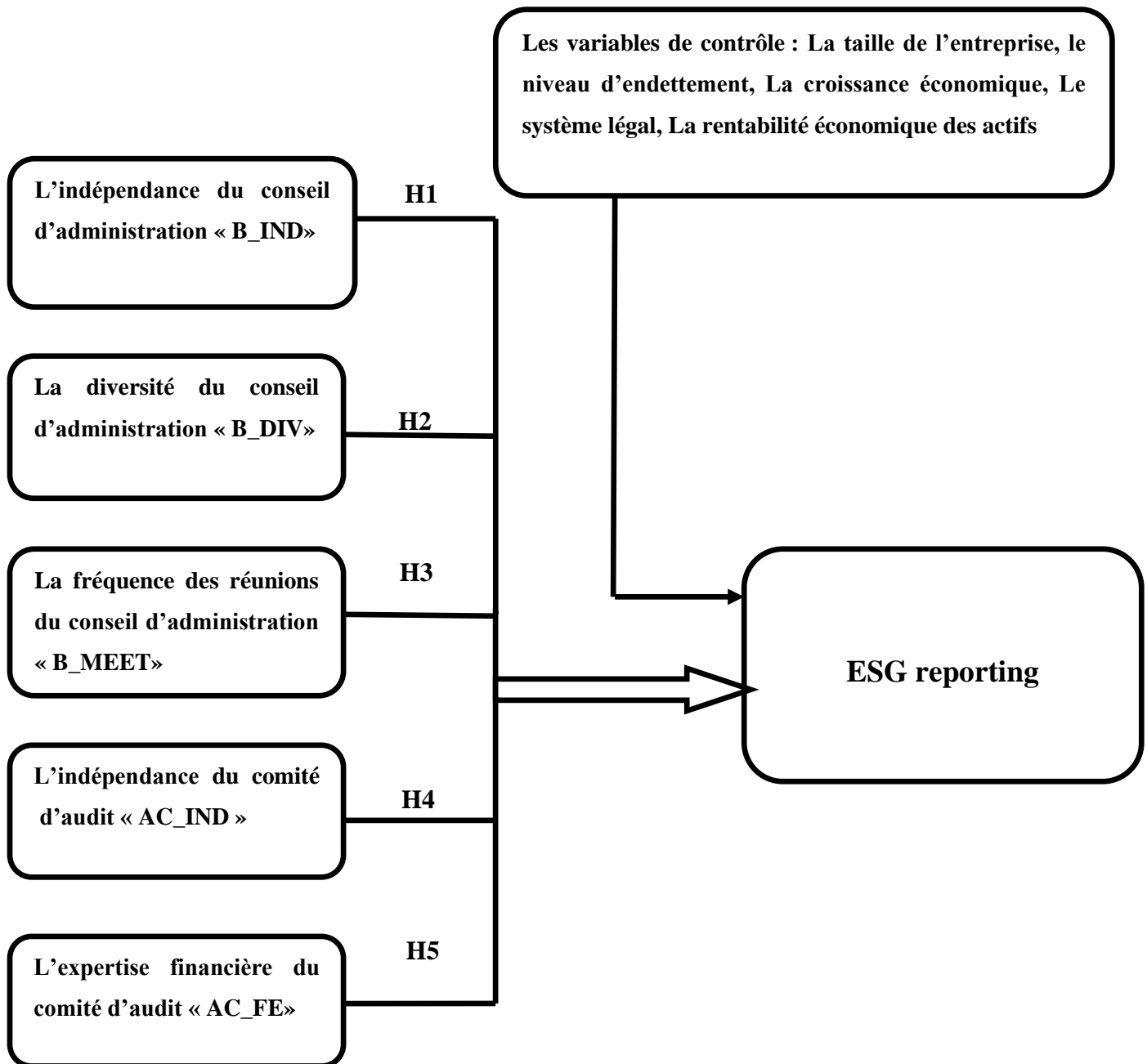


Figure 1 : Le modèle conceptuel de la recherche

4. Analyse des résultats et discussion

4.1 Statistiques descriptives

Le tableau 3 présente certaines statistiques descriptives (nombre d'observations, moyenne, écart type, minimum et maximum) pour toutes les variables retenues dans notre analyse.

La moyenne du reporting ESG est de 80.84 avec un écart type de 0.2209. Ses valeurs minimales et maximales sont égales respectivement à «3» et «100». En moyenne, 80.84% représente le pourcentage des activités de l'entreprise couvert dans son reporting environnemental et social. En ce qui concerne les variables liées aux caractéristiques du conseil d'administration, les résultats révèlent que les conseils d'administration des entreprises de notre échantillon comptent en moyenne 57.75% de membres indépendants, ce qui est un pourcentage adéquat pour assurer une bonne gouvernance d'entreprise. Les statistiques descriptives montrent que la moyenne des femmes représente environ 23.24% du total des membres du conseil d'administration, avec un écart-type égale à (0.1342) et un maximum de 0 et un minimum de 0.6. Ceci montre l'importance de la présence des femmes au sein du conseil qui favorise la résolution des problèmes et la création de valeur. Comme on peut le voir dans le tableau 3, le niveau moyen de la variable la fréquence des réunions du conseil d'administration est égal à 10.68 avec un écart-type relativement faible (5.3904), ce qui correspond à un niveau acceptable de bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise dans notre échantillon. Ses valeurs minimale et maximale sont égales respectivement à 4 et 40. Nous constatons également que le nombre des réunions peut aider le conseil d'administration à améliorer le niveau de divulgation.

En ce qui concerne les variables liées aux attributs du comité d'audit, les résultats révèlent que les comités d'audit des banques de notre échantillon comptent en moyenne 65 % de membres indépendants, avec un écart type relativement faible(0.2476) ce qui est un pourcentage important en faveur de la présence d'un système de gouvernance efficace. Les bonnes pratiques en matière de gouvernance d'entreprise exigent que les membres doivent être majoritairement indépendants au sein du comité d'audit des banques. D'après le tableau 3, les membres qui ont une expertise financière, représentent en moyenne 88% des membres du comité d'audit. Ceci pourra ainsi influencer le reporting ESG.

Concernant les variables de contrôle, nous constatons que la rentabilité économique des actifs (ROA) affiche une moyenne de 0.0460 sur la période de 2010-2020, avec un minimum de 0.002726, alors que les banques présentent en moyenne un niveau d'endettement (LEV) de 21% avec un écart type égale à 0.1518, avec un minimum de 0 et un maximum de 0.9164. Les banques de la présente étude présentent en moyenne une taille (B_SZ)(mesurée par le log total d'actif) de l'ordre de 20.08, avec un écart type égale à 2.1339, avec un minimum de 11.85 et un maximum de 24.30. Ceci montre que les banques de

notre échantillon sont de grande taille. La valeur moyenne de la croissance économique (LN-PIB) est de 0.0284 et un écart type est égal à 0.0305, avec respectivement un minimum et un maximum de -0.0366 et 0.2398. Enfin, comme le montre le tableau 3 (Panel B), le nombre des banques appartenant aux systèmes juridiques franco-allemands est relativement supérieur à celui de celles appartenant au système juridique anglo-saxon, 54% des banques de l'échantillon appartiennent au système juridique système du droit écrit (civil) et 46% font partie du système juridique de droit commun).

Tableau 3: Statistiques descriptives de l'échantillon

Variables	Observations	Moyenne	Ecart type	Minimum	Maximum
Panel A. Statistiques descriptives des variables métriques					
ESG_R	781	80.8473	22.07198	3	100
B_IND	781	0.5775	0.2255	0	1
B_DIV	781	0.2324	0.1342	0	0.6
B_MEET	781	10.6850	5.3904	4	40
AC_IND	781	0.6452	0.2476	0	1
ROA	781	0.0460	0.8862	0.002726	0.9664
LEV	781	0.2074	0.1518	0	0.9164
B_SZ	781	20.0862	2.1339	11.8596	24.3065
LN_PIB	781	0.0284	0.0305	-0.0366	0.2398
Panel B. Fréquences (%) pour les variables binaires					
		Modalité		%	
AC_FE		0		11,40%	
		1		88,60%	
LEG_SYST		0		53,52%	
		1		46,48%	

4.2 Analyse de corrélation et le test de VIF

Nous explorons la relation entre les caractéristiques du conseil d'administration, les attributs du comité d'audit et le reporting ESG à travers une corrélation de rang de Pearson. Le tableau 4 montre les résultats. Il s'agit de tester l'existence de problèmes de multi-colinéarité entre les variables explicatives. En fait, un problème peut exister lorsque la corrélation entre les variables dépasse 0.6. De même, pour vérifier l'absence de multi-colinéarité entre les variables explicatives, Chouaibi et al. (2020) ont suggéré que les coefficients de corrélation doivent être inférieurs à 0.6. En fait, le coefficient de corrélation le plus élevé est de 0,6 pour le B_SZ et le AC_FE.

En outre, nous pouvons vérifier cette condition à l'aide d'un autre test complémentaire appelé le test de VIF. A cet égard, plusieurs études antérieures ont utilisé la deuxième méthode du VIF afin de vérifier la présence ou l'absence de problèmes de multi colinéarité. Selon Neter et al. (1989), lorsque la valeur du VIF est inférieure à 2, il y a absence de colinéarité. D'après le tableau 7 ci-dessous, les valeurs de la Variance du facteur d'inflation (VIF) varient entre 1.04 et 1.71, ce qui démontre qu'elles sont inférieures à 2, qu'est la valeur critique.

Dans ce sens, la moyenne du VIF est égale à 1.30, ce qui implique l'absence de problèmes de multi colinéarité entre les variables de modèle. Donc, il est important d'effectuer l'analyse multi variée.

Tableau 4 : Matrice de corrélation de Pearson et test de VIF

Variables	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	VIF
B_IND (1)	1										1.70
B_DIV (2)	0.3753	1									1.25
B_MEET(3)	0.1148	0.1351	1								1.14
AC_IND(4)	0.0467**	-0.0749*	0.0718*	1							1.04
AC_FE (5)	0.1254	-0.0311**	-0.0290**	0.0408* *	1						1.14
ROA (6)	0.0925*	0.0483**	0.0465**	0.0825*	-0.0246**	1					1.11
LEV (7)	-0.0635*	0.1206	0.2174	-0.0920*	-0.2401	-0.0611*	1				1.36
SZ(8)	-0.2013	-0.1135	0.0882*	0.6014	0.1699	0.2452	-0.1074	1			1.26
LN_PIB (9)	-0.3352	-0.2219	0.1327	0.0341* *	-0.0208**	0.0011** *	-0.0077** *	0.2378	1		1.26
LEG_SYST (10)	0.4816	0.0578*	-0.1052	-0.0173* *	0.1976	0.0607*	-0.3895	-0.1704	-0.2966	1	1.71

4.3 Sélection d'effet fixe ou aléatoire

La décision d'effet fixe et aléatoire repose sur le résultat du test de Hausman. Un test de Hausman est généralement utilisé pour déterminer la cohérence de l'estimateur GLS dans le modèle statique avec des données de séries chronologiques en coupe regroupées. Quant au test d'Hausman qu'on a utilisé à l'aide du logiciel d'analyse des données **STATA 16** sur les paramètres du modèle, il a démontré une valeur de khi-deux égale à 11.02 et une probabilité égale à 0.2746 qui est supérieur à 5%. Ce résultat démontre l'existence d'un effet aléatoire, ce qui implique que les apprécieurs du modèle fixe sont biaisés. Par conséquent, un effet aléatoire a été appliqué conformément aux résultats du test de Hausman.

Tableau 5 : Test de Hausman

Test de Hausman			
	Valeur	P-value	
Statistique de Khi-deux	11.02	0.2746	Effet aléatoire

4.4 Analyse multivariée

Comme il a été avancé, des tests statistiques ont été réalisés afin de déterminer la méthode d'estimation la plus adéquate pour le modèle d'analyse. Ainsi, pour l'estimation du modèle présenté, la méthode des moindres carrés généralisés (MCG) s'avère plus pertinente puisqu'elle permet de pallier les problèmes liés à l'hétéroscédasticité et à l'autocorrélation des erreurs.

Afin d'étudier correctement l'impact des caractéristiques du conseil d'administration et des attributs du comité d'audit sur le reporting ESG, il est nécessaire de tester la validité de notre modèle. Les résultats de la régression linéaire du modèle montrent les signes suivants : La statistique de Fisher (F) est égale à (6.87) pour mesurer la significativité globale du modèle, ce qui confirme la bonne qualité du modèle à un niveau de significativité inférieur à 1%. De plus, notre modèle a un pouvoir explicatif égal à 11.49%. Par conséquent, les variables indépendantes et de contrôle expliquent 11.49 % du reporting ESG.

En s'appuyant sur le tableau 6, les résultats montrent que le coefficient relatif à l'indépendance du conseil d'administration est positif (18.0623) et significatif ($z= 4.14$ et $P = 0.000$) signifiant que cette variable a un effet positif sur le reporting ESG. Ces résultats confirment la première hypothèse (H1). Nos résultats confirment les travaux de Jizi et al.(2013) du fait que l'indépendance du conseil est un facteur déterminant de la qualité de la divulgation RSE dans les rapports des banques. Ceci démontre également qu'un degré élevé d'indépendance du conseil d'administration permet aux banques d'assurer une meilleure qualité de leur reporting ESG. En accord avec les contributions liées à la théorie de l'agence, ce résultat montre que la présence d'un plus grand pourcentage de membres indépendants incite les dirigeants des banques à augmenter la qualité du reporting ESG.

En ce qui concerne la diversité du conseil d'administration, les résultats empiriques indiquent que cette variable ne semble pas avoir d'effet positif et significatif sur le reporting ESG. Les résultats montrent que le coefficient relatif à la diversité du conseil d'administration est négatif (-5.3121) et non significatif ($z = -0.84$ et $p = 0.399$) signifiant que cette variable n'a pas d'effet sur le reporting ESG. Ces résultats infirment la deuxième hypothèse (H2). Ce résultat corrobore les travaux de Sousa-Filho

(2019) et montrent que la présence des femmes au conseil d'administration n'est pas un facteur déterminant du reporting ESG.

Concernant la variable de la fréquence des réunions du conseil d'administration et son effet sur le reporting ESG, les tests statistiques indiquent la présence d'une relation positive et significative entre ces deux variables. En effet, les résultats statistiques montrent que le coefficient relatif à la variable B_MEET est positif (0.3645) et significatif ($z = 2.43$; $p=0.015$) signifiant que cette variable a un effet sur le reporting ESG. Ceci nous conduit à confirmer la troisième hypothèse (H3) et conclure que la fréquence des réunions a un impact sur le reporting ESG au niveau des banques. De ce fait, la fréquence des réunions est un facteur qui pourrait orienter le conseil d'administration à renforcer la qualité du reporting ESG. De même, Ridwan & Mayapada (2020) montrent que la fréquence des réunions est positivement corrélée avec la divulgation de responsabilité sociale des entreprises dans le secteur bancaire.

En se basant sur les résultats dégagés dans le tableau ci-dessous (Tableau 6), on constate l'existence d'une association positive entre la variable de l'indépendance du comité d'audit (AC_IND) et la variable dépendante à savoir le reporting ESG. En effet, le coefficient estimé pour cette association est égal à (6.9729), avec ($z=2.24$; $p =0.025$). Ce résultat indique que l'indépendance du comité d'audit influence positivement et significativement le reporting ESG dans les banques, ce qui confirme l'hypothèse H4. Ainsi, Si l'indépendance du comité d'audit augmente, la qualité du reporting ESG s'améliore. Les résultats trouvés sont conformes à ceux trouvés par Buallay & Al-Ajmi, (2019) et Buallay & AlDhaen, (2018), qui ont révélé l'existence d'une relation positive et significative entre l'indépendance du comité d'audit et les rapports de développement durables.

Par ailleurs, Allegrini & Greco, (2013) et Samaha et al.(2015) ont montré que les comités d'audit sont essentiels pour aider les conseils d'administration à fournir des informations précises, pertinentes, opportunes et suffisantes pour permettre aux utilisateurs de l'information financière et non financières d'évaluer la gestion et de prendre des décisions éclairées.

En outre, à partir du même tableau, l'expertise financière du comité d'audit a une relation statistiquement significative et positive avec le reporting ESG. En effet, le coefficient associé au lien entre l'expertise financière du comité d'audit et le reporting ESG est positif (4.3297) et statistiquement significatif à 10%, (la valeur du z associée est de (1.76) avec un $p = 0.079$). Il s'avère que plus les membres du comité d'audit ont de l'expertise financière, plus la qualité du reporting ESG est élevée. En effet, d'après les résultats trouvés, on peut affirmer que notre hypothèse (H5) est validée.

Concernant les variables de contrôle, les résultats montrent que le rendement économique des actifs (ROA) a un impact positif et non significatif sur le reporting ESG. Par ailleurs, les tests

statistiques montrent que l'endettement(LEV) et la croissance économique(LN_PIB) ont un impact négatif et non significatif sur le reporting ESG, alors que la taille de la banque(B_SZ) et le système légal(LEG_SYST) du pays ont un effet négatif et significatif sur le reporting ESG. Ainsi, les banques ayant un actif total important sont moins susceptibles de divulguer des informations non financières (sociétales, environnementales et de gouvernance) dans leurs rapports. Aussi, dans les pays appartenant au système franco-Allemand, le reporting ESG est plus élevé par rapport aux banques appartenant au système anglo-saxon.

Tableau 6:Résultats empiriques du modèle de recherche

Variabiles explicatives	Coef.	Z	Sig
B_IND	18.0623***	4.14	0.000
B_DIV	-5.3121	-0.84	0.399
B_MEET	0.3645**	2.43	0.015
AC_IND	6.9729**	2.24	0.025
AC_FE	4.3297*	1.76	0.079
ROA	1.2296	1.37	0.171
LEV	-0.2235	-0.04	0.969
SZ	-1.8152***	-4.56	0.000
LN_PIB	-25.2966	-0.91	0.362
LEG_SYST	-4.1737**	-2.11	0.035
Constante	98.6768	11.04	0.000
Observations	781		
Wald chi2	71.14	p-value (0.000)	
R²	11.49%		

Note : Ce tableau présente les résultats d'estimation de la régression du reporting ESG par les variables liées aux caractéristiques du conseil d'administration et aux attributs du comité d'audit ainsi que les autres variables de contrôle. La méthode d'estimation est la méthode FGLS. ***, ** et * correspondent aux seuils de significativité de 1%, 5% et 10 %.

Conclusion :

Malgré l'importance stratégique du l'ESG reporting pour les parties prenantes des entreprises, la question de savoir comment les caractéristiques du conseil d'administration ainsi que les attributs du comité d'audit influencent l'ESG reporting n'est toujours pas claire. Dans cet article, nous avons examiné l'effet des caractéristiques du conseil d'administration et les attributs du comité d'audit sur l'ESG reporting des banques. Plus précisément, en mobilisant diverses théories, cette étude a testé l'effet de l'indépendance, de la diversité et de la fréquence des réunions du conseil ainsi que l'indépendance et l'expertise financière du comité d'audit en tant que déterminants de l'ESG reporting. L'analyse a été menée sur un échantillon de 71 banques appartenant à 15 pays pour la période 2010-2020.

Nos résultats confirment les attentes concernant l'impact de certaines caractéristiques du conseil d'administration sur le reporting ESG. Plus précisément, les résultats montrent que les conseils d'administration les plus actifs avec un plus grand nombre des administrateurs indépendants et de fréquence des réunions favorisent le reporting ESG. De plus, les résultats de l'étude indiquent que les attributs du comité d'audit ont un impact sur le reporting ESG.

En ce qui concerne les variables de contrôle , la taille de la banque et le système légal du pays ont un effet négatif et significatif sur le reporting ESG.

Il convient de noter que la présente étude n'est pas dépourvue de limites. Nous avons adopté la mesure de ESG reporting telle que collectée de la base de données Thomson Reuter (Datastream). La recherche d'une mesure plus sophistiquée de cette qualité permettra de mieux aborder cette problématique. Des recherches futures pourraient analyser l'impact d'autres attributs du conseil d'administration et du comité d'audit sur le reporting ESG, comme la taille et la diversité du comité d'audit . En outre, nous pourrions considérer d'autres facteurs affectant le reporting ESG et faire une analyse comparative entre pays.

Référence :

Abbott, L. J., Park, Y., & Parker, S. (2000). The effects of audit committee activity and independence on corporate fraud. *Managerial finance*,26(11),55-68.

Abernathy, J. L., Beyer, B., Masli, A., & Stefaniak, C. M. (2015). How the source of audit committee accounting expertise influences financial reporting timeliness. *Current Issues in Auditing*, 9(1), P1-P9.

Abernathy, J. L., Herrmann, D., Kang, T., & Krishnan, G. V. (2013). Audit committee financial expertise and properties of analyst earnings forecasts. *Advances in Accounting*, 29(1), 1-11.

Akisik, O., & Gal, G. (2017). L'impact de la responsabilité sociale des entreprises et des contrôles internes sur la vision des parties prenantes de l'entreprise et de la performance financière. *Journal de comptabilité, de gestion et de politique de durabilité*,8(3), 246-280.

Albring, S., Robinson, D., & Robinson, M. (2014). Audit committee financial expertise, corporate governance, and the voluntary switch from auditor-provided to non-auditor-provided tax services. *Advances in accounting*, 30(1), 81-94.

Allegrini, M., & Greco, G. (2013). Corporate boards, audit committees and voluntary disclosure: Evidence from Italian listed companies. *Journal of Management & Governance*, 17(1), 187-216.

Al-Matari, E. M. (2019). Do characteristics of the board of directors and top executives have an effect on corporate performance among the financial sector? Evidence using stock. *Corporate Governance: The International Journal of Business in Society*,20(1), 16-43.

Amran, A., Lee, S. P., & Devi, S. S. (2014). The influence of governance structure and strategic corporate social responsibility toward sustainability reporting quality. *Business Strategy and the environment*, 23(4), 217-235.

Appuhami, R., & Tashakor, S. (2017). The impact of audit committee characteristics on CSR disclosure: An analysis of Australian firms. *Australian Accounting Review*, 27(4), 400-420.

Arayssi, M., Dah, M., & Jizi, M. (2016). Women on boards, sustainability reporting and firm performance. *Sustainability Accounting, Management and Policy Journal*,7(3), 376-401.

Arif, M., Sajjad, A., Farooq, S., Abrar, M., & Joyo, A. S. (2020). The impact of audit committee attributes on the quality and quantity of environmental, social and governance (ESG) disclosures. *Corporate Governance: The International Journal of Business in Society*,21(3),497-514.

Baiden, J. N. E. (2020). Board audit committee characteristics and financial performance of selected commercial banks in Ghana. *International Journal of Accounting and Financial Reporting*, 1(1), 222-232.

Beasley, M. S., Carcello, J. V., Hermanson, D. R., & Neal, T. L. (2009). The audit committee oversight process. *Contemporary Accounting Research*, 26(1), 65-122.

Bedard, J. C., & Johnstone, K. M. (2004). Earnings manipulation risk, corporate governance risk, and auditors' planning and pricing decisions. *The Accounting Review*, 79(2), 277-304.

- Belghitar, Y., & Clark, E. (2015). Managerial risk incentives and investment related agency costs. *International Review of Financial Analysis*, 38, 191-197.
- Birindelli, G., Dell'Atti, S., Iannuzzi, AP et Savioli, M. (2018). Composition et activité du conseil d'administration : Impact sur la performance ESG du système bancaire. *Durabilité* , 10 (12), 4699.
- Bronson, S. N., Carcello, J. V., Hollingsworth, C. W., & Neal, T. L. (2009). Are fully independent audit committees really necessary?. *Journal of accounting and public policy*, 28(4), 265-280.
- Buallay, A. M., & AlDhaen, E. S. (2018, October). The relationship between audit committee characteristics and the level of sustainability report disclosure. In *Conference on e-Business, e-Services and e-Society* (pp. 492-503).
- Buallay, A., & Al-Ajmi, J. (2019). The role of audit committee attributes in corporate sustainability reporting: Evidence from banks in the Gulf Cooperation Council. *Journal of Applied Accounting Research*,21(2), 249-264.
- Buallay, A., Fadel, S. M., Al-Ajmi, J. Y., & Saudagaran, S. (2020). Sustainability reporting and performance of MENA banks: is there a trade-off?. *Measuring Business Excellence*,24(2),197-221.
- Chouaibi, M., Daoued, K. B., Rigwane, K., Rouissi, T., & Ferrari, G. (2020). Production of bioethanol from pumpkin peel wastes: Comparison between response surface methodology (RSM) and artificial neural networks (ANN). *Industrial Crops and Products*, 155, 112822.
- Cormier, D., Lapointe-Antunes, P., & Magnan, M. (2016). CEO power and CEO hubris: a prelude to financial misreporting?. *Management Decision*,54(2), 522-554.
- Cucari, N., & Mugova, S. (2017, March). Corporate sustainability in the tourism sector: Is “Integrated reporting” an appropriate strategy. In *Proceedings of the International Conference on Management Leadership and Governance*, University Witwatersrand, Wits Business School, Johannesburg, South Africa (pp. 16-17).
- Cucari, N., Esposito de Falco, S., & Orlando, B. (2018). Diversity of board of directors and environmental social governance: Evidence from Italian listed companies. *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, 25(3), 250-266.
- Dwekat, A., Seguí-Mas, E., Tormo-Carbó, G., & Carmona, P. (2020). Configurations de gouvernance d'entreprise et divulgation de la responsabilité sociale des entreprises : analyse comparative qualitative des caractéristiques du comité d'audit et du conseil d'administration. *Responsabilité sociale des entreprises et gestion environnementale* , 27 (6), 2879-2892.
- Eccles, R. G., Serafeim, G., & Krzus, M. P. (2011). Market interest in nonfinancial information. *Journal of Applied Corporate Finance*, 23(4), 113-127.
- Erin, O., & Adegboye, A. (2021). Do corporate attributes impact integrated reporting quality? An empirical evidence. *Journal of Financial Reporting and Accounting*.
- Ferrero-Ferrero, I., Fernández-Izquierdo, M. Á., & Muñoz-Torres, M. J. (2016). The effect of environmental, social and governance consistency on economic results. *Sustainability*, 8(10), 1005.
- Freeman, R. E. (1984). *Strategic management*. Pitman, Boston: A stakeholder approach.

Garas, S., & ElMassah, S. (2018). Corporate governance and corporate social responsibility disclosures: The case of GCC countries. *Critical perspectives on international business*,14(1), 2-26.

Giannarakis, G. (2014). Corporate governance and financial characteristic effects on the extent of corporate social responsibility disclosure. *Social Responsibility Journal*,10(4), 569-590.

Global Reporting Initiative (GRI) (2013), "Integrated reporting guidelines", GRI, Boston, available at: www.globalreporting.org/reporting/g4/Pages/default.aspx (accessed 1 May 2020).

Grosvold, J., Rehbein, K., & Baker, P. (2015). Predicting board decisions: are agency theory and resource dependency theory still relevant?. In *Academy of Management Proceedings* (Vol. 2015, No. 1, p. 12155). Briarcliff Manor, NY 10510: Academy of Management.

Gurol, B., & Lagasio, V. (2022). Women board members' impact on ESG disclosure with environment and social dimensions: evidence from the European banking sector. *Social Responsibility Journal*.

Hahn, R., & Kühnen, M. (2013). Determinants of sustainability reporting: a review of results, trends, theory, and opportunities in an expanding field of research. *Journal of cleaner production*, 59, 5-21.

Haji, A. A., & Anifowose, M. (2016). Audit committee and integrated reporting practice: does internal assurance matter?. *Managerial Auditing Journal*,31, 915-948.

Hamid, K. C. A., Othman, S., & Rahim, M. A. (2015). Independence and financial knowledge on audit committee with non-compliance of financial disclosure: A study of listed companies issued with public reprimand in Malaysia. *Procedia-Social and Behavioral Sciences*, 172, 754-761.

Harjoto, M., Laksmana, I., & Lee, R. (2015). Board diversity and corporate social responsibility. *Journal of business ethics*, 132(4), 641-660.

Hayes, R. M. (2014). Discussion of "Audit committee financial expertise and earnings management: The role of status" by Badolato, Donelson, and Ege (2014). *Journal of Accounting and Economics*, 58(2-3), 231-239.

Helfaya, A., & Moussa, T. (2017). Do board's corporate social responsibility strategy and orientation influence environmental sustainability disclosure? UK evidence. *Business Strategy and the Environment*, 26(8), 1061-1077.

Htay, S. N. N., Rashid, H. M. A., Adnan, M. A., & Meera, A. K. M. (2012). Impact of corporate governance on social and environmental information disclosure of Malaysian listed banks: Panel data analysis. *Asian Journal of Finance & Accounting*, 4(1), 1-24.

Ikram, R., Mehdi, N., Haithem, N. and Gilles, P. (2018), "The impact of corporate environmental reporting on customer-related performance and market value", *Management Decision*, Vol. 56 No. 7, pp. 1630-1659.

JAHID, M. A., RASHID, M. H. U., HOSSAIN, S. Z., HARYONO, S., & JATMIKO, B. (2020). Impact of corporate governance mechanisms on corporate social responsibility disclosure of publicly-listed banks in Bangladesh. *The Journal of Asian Finance, Economics and Business*, 7(6), 61-71.

Jensen, M. C., & Meckling, W. H. (1976). Theory of the firm: Managerial behavior, agency costs and ownership structure. *Journal of financial economics*, 3(4), 305-360.

- Jizi, M. I., Salama, A., Dixon, R., & Stratling, R. (2014). Corporate governance and corporate social responsibility disclosure: Evidence from the US banking sector. *Journal of business ethics*, 125(4), 601-615.
- Kilian, T., & Hennigs, N. (2014). Corporate social responsibility and environmental reporting in controversial industries. *European Business Review*, 26(1), 79-101.
- Kiliç, M., Kuzey, C., & Uyar, A. (2015). The impact of ownership and board structure on Corporate Social Responsibility (CSR) reporting in the Turkish banking industry. *Corporate Governance*, 15(3), 357-384.
- Leung, T. C. H., & Gray, R. (2016). Social responsibility disclosure in the international gambling industry: A research note. *Meditari Accountancy Research*, 24 (1), 73 – 90.
- Li, J., Mangena, M., & Pike, R. (2012). The effect of audit committee characteristics on intellectual capital disclosure. *The British Accounting Review*, 44(2), 98-110.
- Li, L., Chen, J., Gao, H., & Xie, L. (2019). The certification effect of government R&D subsidies on innovative entrepreneurial firms' access to bank finance: Evidence from China. *Small Business Economics*, 52(1), 241-259.
- Lim, S., Matolcsy, Z., & Chow, D. (2007). The association between board composition and different types of voluntary disclosure. *European Accounting Review*, 16(3), 555-583.
- Majiyabo, O. J., Okpanachi, J., Nyor, T., Yahaya, O. A., & Mohammed, A. (2018). Audit committee independence, size and financial reporting quality of listed deposit money banks in Nigeria. *IOSR Journal of Business and Management*, 20(2), 40-47.
- Mangena, M., & Pike, R. (2005). The effect of audit committee shareholding, financial expertise and size on interim financial disclosures. *Accounting and Business Research*, 35(4), 327-349.
- Mangena, M., & Taurigana, V. (2007). Disclosure, corporate governance and foreign share ownership on the Zimbabwe stock exchange. *Journal of International Financial Management & Accounting*, 18(2), 53-85.
- Matuszak, Ł., Róžańska, E., & Macuda, M. (2019). The impact of corporate governance characteristics on banks' corporate social responsibility disclosure: Evidence from Poland. *Journal of Accounting in Emerging Economies*, 9(1), 75-102.
- Michelon, G., Pilonato, S., & Ricceri, F. (2015). CSR reporting practices and the quality of disclosure: An empirical analysis. *Critical perspectives on accounting*, 33, 59-78.
- Miller, T., & del Carmen Triana, M. (2009). Demographic diversity in the boardroom: Mediators of the board diversity–firm performance relationship. *Journal of Management studies*, 46(5), 755-786.
- Neter, E., & Ben-Shakhar, G. (1989). The predictive validity of graphological inferences: A meta-analytic approach. *Personality and Individual differences*, 10(7), 737-745.
- Patten, D. M., & Zhao, N. (2014, June). Standalone CSR reporting by US retail companies. In *Accounting Forum* (Vol. 38, No. 2, pp. 132-144). No longer published by Elsevier.
- Pearce, J. A., & Zahra, S. A. (1992). Board composition from a strategic contingency perspective. *Journal of management studies*, 29(4), 411-438.

- Rao, K. K., Tilt, C. A., & Lester, L. H. (2012). Corporate governance and environmental reporting: an Australian study. *Corporate Governance: The international journal of business in society*, 12(2), 143-163.
- Rao, K., & Tilt, C. (2016). Board composition and corporate social responsibility: The role of diversity, gender, strategy and decision making. *Journal of Business Ethics*, 138(2), 327-347.
- Rezaee, Z. (2016). Business sustainability research: A theoretical and integrated perspective. *Journal of Accounting literature*, 36, 48-64.
- Ridwan, R., & Mayapada, A. G. (2020). Does sharia governance influence corporate social responsibility disclosure in Indonesia Islamic banks?. *Journal of Sustainable Finance & Investment*, 1-20.
- Rossi, M., Chouaibi, J., Chouaibi, S., Jilani, W., & Chouaibi, Y. (2021). Does a board characteristic moderate the relationship between CSR practices and financial performance? Evidence from European ESG firms. *Journal of Risk and Financial Management*, 14(8), 354.
- Samaha, K., Khlif, H., & Hussainey, K. (2015). The impact of board and audit committee characteristics on voluntary disclosure: A meta-analysis. *Journal of International Accounting, Auditing and Taxation*, 24, 13-28.
- Sharma, U., & Kelly, M. (2014). Students' perceptions of education for sustainable development in the accounting and business curriculum at a business school in New Zealand. *Meditari Accountancy Research*, 22(2), 130-148.
- Suchman, M. C. (1995). Managing legitimacy: Strategic and institutional approaches. *Academy of management review*, 20(3), 571-610.
- Tamimi, N., & Sebastianelli, R. (2017). Transparency among S&P 500 companies: An analysis of ESG disclosure scores. *Management Decision*, 55(8), 1660-1680.
- Tapver, T. (2019). CSR reporting in banks: does the composition of the board of directors matter. *Quantitative Finance and Economics*, 3(2), 286-314.
- Tapver, T. (2019). CSR reporting in banks: does the composition of the board of directors matter. *Quantitative Finance and Economics*, 3(2), 286-314.
- Terjesen, S., Sealy, R., & Singh, V. (2009). Women directors on corporate boards: A review and research agenda. *Corporate governance: an international review*, 17(3), 320-337.
- Tomo, A., & Landi, G. (2017). Behavioral Issues for Sustainable Investment Decision-Making: A. *International Journal of Business and Management*, 12(1), 1-10.
- Uwuigbe, O. R. (2011). Corporate governance and financial performance of banks: A study of listed banks in Nigeria (Doctoral dissertation, Covenant University).
- Velte, P. (2018). Is audit committee expertise connected with increased readability of integrated reports: Evidence from EU companies. *Problems and Perspectives in Management*, 16(2), 23-41.
- Vitolla, F., Raimo, N., & Rubino, M. (2020). Board characteristics and integrated reporting quality: an agency theory perspective. *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, 27(2), 1152-1163.

Vitolla, F., Raimo, N., Rubino, M., & Garzoni, A. (2019). The impact of national culture on integrated reporting quality. A stakeholder theory approach. *Business strategy and the environment*, 28(8), 1558-1571.

Wilburn, K., & Wilburn, R. (2013). Using global reporting initiative indicators for CSR programs. *Journal of Global responsibility*, 4(1), 62-75.

Xie, B., Davidson III, W. N., & DaDalt, P. J. (2003). Earnings management and corporate governance: the role of the board and the audit committee. *Journal of corporate finance*, 9(3), 295-316.